



Projet de structure de la Déclaration de Montreux

(20 mai 2010)

Introduction

- Introduction de la Déclaration et énoncé du thème général :

Défis et visions d'avenir pour la Francophonie

éventuellement complété par la mention des 3 thématiques.

Première partie

(La Francophonie acteur des relations internationales : quelle place dans la gouvernance mondiale ?)

- Rappel de la place de la Francophonie sur la scène internationale, 40 ans après son acte fondateur.
- Rappel du rôle acquis par le Secrétaire général sur la scène internationale.
- Constatation des défis globaux.
- Volonté de mieux tirer parti de la capacité d'influence de la Francophonie.
- Valorisation de la position privilégiée de la Francophonie en tant que plateforme d'échanges Nord-Sud : réforme de l'ONU.
- Volonté d'intensifier la coopération avec les organismes internationaux.
- Rappel des acquis et des progrès à réaliser concernant la Déclaration de Bamako.
- Rappel de la Déclaration de Luxembourg et volonté de renforcer la place des femmes dans nos sociétés.

(La Francophonie et le développement durable : quelles solidarités face aux grands défis (sécurité alimentaire, changement climatique) ?)

- Rappel des engagements pris par la Francophonie en faveur de la mise en œuvre des objectifs du Millénaire et volonté de poursuivre les efforts entrepris.
- Constatation de la menace du changement climatique et regret de l'échec partiel de Copenhague.
- Recherche de positions concertées entre les Etats et gouvernements membres face aux défis du changement climatique.
- Affirmation de l'importance de la sécurité alimentaire pour le développement durable.
- Volonté de mettre en œuvre les décisions prises lors des précédents Sommets en lien avec la sécurité alimentaire.
- Volonté de se concerter en matière de sécurité alimentaire.

(La langue française dans un monde globalisé : les défis de la présence, de la diversité et de l'innovation)

- Rappel du rôle de la langue française comme vecteur de solidarité et volonté de la mettre à profit pour promouvoir la coopération au sein de l'espace francophone.
- Situation du français dans les organisations internationales et volonté de mobilisation francophone.
- Rappel de la contribution des opérateurs de la Francophonie à la promotion de la langue française au plan international.
- La valorisation des réseaux francophones face aux défis scientifiques et technologiques.

Transition

- Paragraphe de transition vers la deuxième partie de la Déclaration : les chefs d'Etat et de gouvernement annoncent qu'ils prennent les engagements concrets qui suivent.

Deuxième partie : énumération de mesures concrètes

(La Francophonie acteur des relations internationales : quelle place dans la gouvernance mondiale ?)

- Renforcement de la place et de la visibilité de la Francophonie dans la gouvernance mondiale.

- Renforcement de la concertation francophone en marge du Comité spécial pour les opérations de maintien de la paix.
- Recherche de positions communes sur les questions de gouvernance politique et économique qui sont traitées dans le cadre du G8 et du G20.
- Lutte contre les menaces transversales et respect des conventions y relatives.
- Recherche de positions communes en matière de réforme de l'ONU.
- Renforcement de la concertation francophone en marge du Conseil des droits de l'homme.
- Renforcement du dialogue et de la concertation sur la compréhension mutuelle des cultures au sein des sociétés plurielles, élément contemporain important d'une vie démocratique apaisée.

Section relative aux situations de crise ou de sortie de crise dans l'espace francophone (contenu et modalités de présentation à convenir)

- Soutien au processus de paix au Proche-Orient.
- Soutien au règlement des conflits en Afrique et dans d'autres zones de conflits.
- Soutien aux efforts de reconstruction en Haïti.

(La Francophonie et le développement durable : quelles solidarités face aux grands défis (sécurité alimentaire et changements climatiques) ?)

- Recherche de positions communes pour la Conférence de New York sur l'évaluation des Objectifs du Millénaire pour le développement.
- Mise en œuvre des engagements pris lors de la Conférence de Copenhague sur le climat.
- Recherche de positions communes en vue de la Conférence de Cancún sur le climat.
- Recherche de positions communes en matière de sécurité alimentaire, d'exploitation et de gestion durable des ressources.
- Promotion d'une agriculture respectueuse des principes du développement durable.
- Examen et poursuite de la mise en œuvre des Partenariats pour l'agriculture décidés lors du Sommet de Québec.
- Recherche et promotion de positions communes au sein des principales instances compétentes, comme la Banque Mondiale, la FAO, le PAM, le PNUD et le Fonds international de développement de l'agriculture.

(La langue française dans un monde globalisé : les défis de la présence, de la diversité et de l'innovation)

- Réaffirmation de la portée de la Convention de Niamey.
- Engagement des Etats et gouvernements membres à promouvoir le français sur leur territoire, spécialement au sein des Etats plurilingues.
- Evaluation et poursuite de la mise en œuvre des Pactes linguistiques, décidés lors du Sommet de Québec.
- Renforcement de l'engagement des Etats et gouvernements membres en faveur de l'utilisation du français comme langue de travail au sein des organisations internationales.
- Création de « Groupes des Amis de la Francophonie » dans les capitales francophones pour renforcer l'action et la défense d'intérêts communs des Etats et gouvernements membres.
- Promotion de l'usage du français auprès de la jeunesse.
- Promotion de politiques solidaires d'éducation pour tous.
- Création d'un « Réseau d'Excellence en Sciences de l'Ingénieur de la Francophonie » (Initiative de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne).
- Autres initiatives dans le cadre de réseaux francophones.

Paragraphe sur les mécanismes de suivi de la Déclaration